

Pour sauver la République Faisons de l'argent un « service public » !

12 avril 2018

Services publics, éducation, SNCF, santé, logement, handicap, grands travaux, retraites, emploi... Chaque fois qu'une bonne idée émerge, elle est immédiatement fusillée avec deux arguments : « *Il n'y a pas d'argent !* » et « *contraire aux traités européens !* »

Lorsqu'on évoque par exemple la nécessité impérieuse que l'Etat reprenne à son compte **la dette de la SNCF** (sujet tabou dont tout le monde parle), **on rétorque que Bercy ne veut pas en entendre parler !** Cependant, en 2017, bien que plutôt attentif, je n'ai pas souvenir d'un candidat dénommé M. Bercy aux élections présidentielles... Et pourtant, force est de constater que c'est lui qui gouverne ! Et **M. Bercy travaille dur pour une poignée de mégabancs qui tient toute l'humanité par les bourses...**

En vérité, le président Macron a tort de dire au personnel soignant qui réclame des moyens pour pouvoir s'occuper dignement des malades, que « *l'argent, ce n'est pas magique !* ». D'abord, a-t-on envie de répondre, cela dépend pour qui... Chaque mois, **la BCE n'injecte-t-elle pas des milliards d'euros dans un système financier moribond** où l'argent tourne en rond sans créer ni emploi ni richesse... De la magie noire, quoi !

Ensuite, il a également tort de se considérer comme l'esclave de **celui qui doit redevenir notre esclave à tous : l'argent !** Car l'argent, certes utile à faire circuler les richesses, ce n'est pas grand-chose, et même carrément rien du tout, si ce n'est un arrangement entre humains. Mais pour faire quoi? Continuer le manège actuel, où la dette n'est que l'outil de domination d'une « caste cannibale », ou lancer **un « pari sur l'avenir » permettant de construire en commun un avenir digne** pour nos aînés et nos enfants ? Certes, on en est loin. Pourtant, depuis des siècles, nous, les peuples, nous

nous sommes donné des Constitutions, nous avons érigé des Républiques pour nous mettre à l'abri des caprices des oligarques et autres potentats.

Rappelons qu'avant 1973, ce n'était ni M. Bercy ni M. Bruxelles qui dirigeaient la France, mais notre président de la République. La Banque de France, sous le contrôle du gouvernement, était autorisée à faire des avances au Trésor, non pas pour ripailler entre copains mais pour équiper la nation. Suivant les orientations du commissariat au Plan, le Trésor allouait des crédits d'investissement à des missions économiques d'intérêt général : équiper des services publics, aménager notre territoire, moderniser notre système de santé publique, notre agriculture et notre industrie. Et pour faire simple, dans le cadre d'une « économie dirigée », **l'Etat français ne s'endettait pas auprès de banques privées** à des taux d'intérêt insoutenables mais se faisait crédit à lui-même. Bien que cela ait plutôt bien marché, cette « magie blanche » a été bannie, car « contraire aux traités européens ! »

Nous mettre à l'abri des caprices des oligarques et autres potentats

Chez S&P, nous pensons que c'est exactement à cela qu'il faut revenir. Cela veut dire :

- 1 Une séparation stricte entre banques** de dépôts/ crédits et banques de marché.
- 2 Un « jubilé des dettes »**, faisant le tri entre dettes légitimes qu'on s'engage à régler et dettes odieuses qu'on passera par pertes et profits.
- 3 Une vraie Banque nationale** dotée d'une capacité souveraine d'émission de « crédit productif ».

Ce n'est qu'ainsi qu'on se redonnera les moyens d'avoir un « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » (article 2 de notre Constitution), tout le reste n'étant que blabla ou démagogie.

Solidarité & progrès

*Le mouvement avec
Jacques Cheminade*

est le parti du travail humain. Nous voulons :

- 1 Une politique internationale de détente, d'entente et de coopération entre peuples et nations.**
Les Nouvelles Routes de la soie en sont l'amorce.
- 2 Une politique de crédit public national** finançant en priorité l'école, la production, l'hôpital et le laboratoire.
- 3 La sortie de l'Union européenne, de l'euro et de l'OTAN,** devenus les instruments de l'oligarchie financière. Associons-nous avec les autres pays d'Europe et du monde, en vue de grands projets de développement mutuel : espace, essor de l'Afrique libérée du franc CFA, économie bleue, énergie de fusion, création d'emplois qualifiés.

Adhérez et rejoignez notre action sur
 **solidariteetprogres.org/adherer**

ou

en retournant le coupon ci-dessous à Solidarité & progrès, BP27 92114 Clichy cedex

Nom	<input type="text"/>		
Prénom	<input type="text"/>		
Adresse	<input type="text"/>		
Code Postal	<input type="text"/>	Commune	<input type="text"/>
Tél fixe	<input type="text"/>	Tél mobile	<input type="text"/>
Mail	<input type="text"/>		